

C. E. E.
PORTE-PAROLE
de la Commission

EWG
SPRECHER
der Kommission

C. E. E.
PORTAVOCE
della Commissione

E. E. G.
WOORDVOERDER
van de Commissie

Bruxelles, 14 mars 1964

BO/eb

Note BIO n.14.902 aux Bureaux Nationaux
c.c. aux Membres du Groupe.

Le Vice Président Mansholt a parlé hier au soir à Bruxelles, sur l'invitation de l'Organisation des Journalistes Européens dont le président est M. Metzemaekers.

Après avoir rappelé les événements les plus importants de l'année 1963 et les risques courus par la Communauté après la rupture des négociations avec la Grande Bretagne, il a souligné l'importance politique des décisions prises le 23 décembre et les progrès accomplis par la Communauté. A l'origine de ces progrès, a déclaré M. Mansholt, ce sont les propositions pour le Kennedy Round qui imposent à la Communauté le choix de sa position vers l'extérieur. Mais pour garantir le succès de la grande négociation au GATT, il faut que la politique agricole soit décidée, c'est-à-dire que les Six prennent les grandes options en matière des prix agricoles.

En illustrant les propositions présentées par la Communauté à Genève en matière agricole, M. Mansholt a affirmé qu'il n'est plus possible de trouver des solutions aux grands problèmes des produits agricoles à l'échelle mondiale en répétant les tentatives déjà effectuées dans le passé, et qui ont, jusqu'à présent, échoué. La situation actuelle du commerce agricole mondial (et cela ^{vaut} aussi pour tous les produits de base) est telle que les accords mondiaux à long terme aujourd'hui s'imposent et, contrairement à ce qui a été affirmé de plusieurs côtés, ils sont techniquement possible. A cette fin, la confrontation et la consolidation des montants de soutien des différentes protections agricoles dans le monde sont un préalable nécessaire, puisqu'ils permettront pour la première fois de soumettre aux règles du GATT tous les domaines agricoles.

En passant à examiner les réactions provoquées dans les Pays tiers par les propositions sur ^{les} négociations agricoles de la Communauté, M. Mansholt a affirmé que ce n'était pas une surprise pour lui l'accueil négatif de la part de la Grande Bretagne, étant donné l'organisation des marchés agricoles britanniques. Quant aux réactions américaines, il les a définies comme "doctrines en général et parfois négatives". En effet, les dirigeants ^{de la} politique agricole américaine semblent être attachés à la formule dite du "market sharing", c'est-à-dire à la fixation quantitative des courants commerciaux par zone géographique. Cela est inacceptable pour la Communauté, et M. Mansholt l'a déjà fait savoir aux américains pour les raisons suivantes:

- 1) cela ne permet pas d'arriver aux accords mondiaux souhaités par la Communauté;
- 2) Cela ne permet pas de compensations et donc élimine toute possibilité de réciprocité;
- 3) cette doctrine porterait à la destruction de la politique agricole commune.

Toutefois, a ajouté M. Mansholt, même parmi les américains il y a une tendance à apprécier une politique à long terme, bien que les exigences politiques à court terme soient jusqu'à présent prépondérantes. En tout cas, une certaine tendance à accepter des accords à long terme pour certains produits tels que les céréales, le sucre et les matières grasses, s'est dessinée pendant les conversations récemment eues avec le Ministre Freeman à Washington. En conclusion, M. Mansholt s'est déclaré "optimiste à long terme", bien qu'il sera presque impossible d'avoir avant le 4 mai un accord sur les méthodes de négociations pour les produits agricoles à Genève.

Interrogé au sujet de la conférence mondiale et des rapports entre celle-ci et les négociations GATT, M. Mansholt a exprimé ses soucis pour le fait que la Communauté n'a pas défini une véritable politique à mener pendant cette conférence, qui probablement verra de grands exercices de démagogie, mais aussi l'expression de critiques fondées et réelles de la part des pays sous-développés.

A propos de la politique à mener vis à vis des pays sous-développés, M. Mansholt s'est déclaré très favorable à la proposition introduite récemment par les Trades Unions anglaises, en vue de l'élimination par les pays industrialisés de tous les droits de douane sur l'importation des produits industriels en provenance des pays sous-développés.

Toujours à la demande d'un journaliste, M. Mansholt a souligné encore une fois que les négociations à Genève sur les produits agricoles ne pourront même pas être abordées sans que la politique des prix agricoles ne soit décidée par la Communauté.

Amitiés,

B. Olivi

